

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	5
Liste des abréviations	9
Avant-propos	13

INTRODUCTION

Georges DE LEVAL

1. Définition de la procédure.....	15
2. Le droit procédural et le droit substantiel.....	16
3. Les caractères de la procédure civile.....	16
4. L'eupéanisation et la constitutionnalisation du contentieux.....	17
5. Un droit judiciaire transformé.....	18
6. Le bon procès.....	20

TITRE I

PRINCIPES DIRECTEURS DU PROCÈS CIVIL

Jacques VAN COMPERNOLLE et Albert-L. FETTWEIS

Introduction	21
1.1. Le contexte législatif.....	21
1.2. Importance de la matière.....	21
1.3. Plan du titre.....	23

CHAPITRE I

PRINCIPE DISPOSITIF..... 25

1.4. Conception classique : le procès est « la chose des parties ».....	25
1.5. Conception moderne : distinguer la maîtrise du litige et la direction de l'instance.....	25
1.6. Plan du chapitre.....	26

Section 1 – L'existence de l'instance et le principe d'initiative..... 26

1.7. Principe.....	26
1.8. L'initiative des parties dans l'introduction de l'instance.....	27
1.9. Les pouvoirs des parties dans l'extinction de l'instance.....	28
1.10. La désignation des parties à l'instance.....	28

Section 2 – La conduite de l'instance : le principe du juge actif..... 29

1.11. Montée en puissance du rôle du juge dans le procès civil.....	29
---	----

I.12. Le rôle actif du juge n'exclut pas une conception libérale du procès.....	29
I.13. Manifestations du rôle actif du juge.....	30

Section 3 – La détermination de la matière litigieuse et l'application de la règle de droit : interaction du principe dispositif et du principe de juridiction 32

I.14. Une question centrale.....	32
----------------------------------	----

§ 1. – L'objet du litige..... 32

I.15. Prohibition de l' <i>ultra</i> et de l' <i>extra-petita</i>	32
I.16. Le juge a-t-il le pouvoir de requalifier l'objet de la demande ?	33
I.17. Pour une conception factuelle de l'objet : le revirement de la Cour de cassation	34

§ 2. – Le fondement (la cause) de la demande..... 35

I.18. La cause, fondement juridique ou fondement factuel de la demande ? Une question longtemps controversée.....	35
I.19. Un important courant doctrinal favorable à la conception factuelle de la cause.....	36
I.20. Une clarification décisive : consécration de la conception factuelle de la cause par l'arrêt de la Cour de cassation du 14 avril 2005.....	37
I.21. L'enseignement de la Cour de cassation et la nouvelle définition de l'office du juge	37
A) <i>La cause de la demande est constituée par l'ensemble des faits régulièrement soumis à l'appréciation du juge</i>	38
B) <i>Le juge applique d'office la règle de droit dont l'application est commandée par les faits de la cause « spécialement invoqués »</i>	40
C) <i>Les parties peuvent, par un accord procédural explicite, lier le juge sur des points de droit</i>	42
D) <i>Dans l'application de la règle de droit, le juge doit respecter le principe du contradictoire</i>	43

CHAPITRE 2

PRINCIPES DU CONTRADICTOIRE ET DE L'ÉGALITÉ DES ARMES 45

I.22. Deux garanties fondamentales du procès équitable	45
I.23. Plan du chapitre.....	46

Section I – Le principe du contradictoire..... 46

I.24. Notion et plan.....	46
---------------------------	----

§ 1. – Le contradictoire et les obligations des parties..... 47

I.25. Une double exigence pour les parties.....	47
A) <i>Connaissance de la demande</i>	47
B) <i>Connaissance réciproque des pièces, moyens et preuves</i>	48
C) <i>Communication de l'avis du ministère public</i>	48

§ 2. – Le contradictoire et les obligations du juge..... 49

I.26. Une double exigence pour le juge	49
--	----

A. Le juge doit faire observer le principe du contradictoire 49

I.27. L'écartement d'office des conclusions ou des pièces	49
I.28. Les mesures d'instruction	50
I.29. L'audience de plaidoiries	50

B. <i>Le juge doit respecter lui-même le principe de la contradiction</i>	51
I.30. Le respect de la contradiction dans les initiatives procédurales du juge.....	51
I.31. Le respect de la contradiction dans le relevé d'office des moyens de fait et de droit.....	51
I.32. Concilier le principe du contradictoire et le principe de célérité.....	52
I.33. Une conception finaliste de la contradiction.....	53
I.34. Économiser la contradiction : la jurisprudence de Strasbourg.....	53
I.35. Économiser la contradiction : la jurisprudence de la Cour de cassation.....	54
I.36. Conclusion.....	55
Section 2 – Le principe de l'égalité des armes	56
§ 1.– Notion.....	56
I.37. Une garantie du procès équitable.....	56
§ 2.– Applications.....	57
I.38. L'égalité des armes dans la procédure de cassation.....	57
I.39. L'égalité des armes dans l'administration des preuves.....	57
I.40. L'égalité des armes dans l'application d'office par le juge de la règle de droit.....	59
CHAPITRE 3	
LE PRINCIPE DE CÉLÉRITÉ	
I.41. Le droit d'être jugé dans un délai raisonnable : une exigence du procès équitable.....	61
I.42. Célérité et qualité de la justice.....	62
I.43. L'exigence de célérité inspire plusieurs réformes législatives.....	63
I.44. Les deux corollaires du principe de célérité.....	64
Section 1 – Principe de diligence des acteurs judiciaires	64
I.45. Devoir de diligence du juge.....	64
I.46. Devoir de diligence de l'avocat.....	65
I.47. Devoir de diligence des auxiliaires de justice.....	66
Section 2 – Le principe d'économie de procédure	67
I.48. Notion.....	67
I.49. Illustration du principe : l'article 701 du Code judiciaire.....	68
I.50. Illustration marquante : la subsidiarité de l'expertise judiciaire.....	68
I.51. Autre illustration : la cassation d'une décision sur la compétence.....	70
I.52. Autre illustration : la théorie des nullités.....	70
I.53. Autre illustration : l'économie de la contradiction.....	71
I.54. Autre illustration : les conclusions qualificatives et récapitulatives.....	71
I.55. Autre illustration : l'obligation de concentration consécutive à l'extension de l'autorité de la chose jugée.....	73
I.56. Dernière illustration : appel différé contre les jugements avant dire droit.....	76
CHAPITRE 4	
LE PRINCIPE DE LOYAUTÉ	
I.57. Un nouveau principe directeur.....	79
I.58. Plan du chapitre.....	80
Section 1 – La loyauté et l'abus procédural	81
I.59. Abus procédural dans l'intentement des procédures.....	81

1.60. Abus procédural dans la signification d'un acte	82
1.61. Abus procédural dans la révocation d'une élection de domicile	83
1.62. Abus procédural dans la mise en état	83
1.63. Abus procédural et astreinte	84
Section 2 – La loyauté dans l'administration de la preuve	84
1.64. Une notion centrale	84
1.65. Aspect positif : l'obligation des parties de collaborer loyalement à l'administration de la preuve	85
1.66. Aspect négatif : écartement des preuves illicites	86
Section 3 – La loyauté et l'interdiction de se contredire au détriment d'autrui	89
1.67. Principe	89
1.68. Application du principe : irrecevabilité du moyen de cassation contraire à la position procédurale adoptée par le demandeur devant le juge du fond..	90
1.69. Conclusion	91
Index alphabétique – Titre I	93

TITRE 2 ÉLÉMENTS DE COMPÉTENCE

Georges DE LEVAL

CHAPITRE I NOTIONS GÉNÉRALES

2.1. La compétence	99
2.2. Nature des règles de compétence	99
2.3. Quand s'apprécie la compétence d'une juridiction ?	101
2.4. Le regroupement devant un même juge de toutes les demandes relatives à un même litige ou des litiges présentant des liens entre eux	101

CHAPITRE 2 LE RÈGLEMENT DES INCIDENTS DE COMPÉTENCE

§ 1. – Règlement des incidents de compétence par le tribunal d'arrondissement (art. 639 et 640 C. jud.)	103
2.5. Généralités	103
2.6. Article 639 du Code judiciaire : le défendeur soulève le déclinatoire de compétence	103
2.7. Article 640 du Code judiciaire : le siège soulève d'office le déclinatoire de compétence	105
§ 2. – Questions réglées sans intervention du tribunal d'arrondissement	107
2.8. Incident de compétence en degré d'appel et incident de compétence lorsque la demande est d'un montant indéterminé (art. 592)	107
2.9. Incident de répartition	108
2.10. Incidents étrangers à des incidents de compétence mais soulevant des questions préalables de pouvoir juridictionnel – Déclinatoire de juridiction..	109

§ 3.– Procédure de règlement des incidents de compétence.....	111
2.11. Nature de la procédure.....	111
2.12. Étendue du pouvoir d'appréciation du juge appelé à statuer sur la compétence.....	112
2.13. Recours contre les décisions statuant sur la compétence et renvoi de la cause à la juridiction compétente.....	117
2.14. L'autorité limitée de la chose jugée et l'exécution de la décision rendue sur la compétence.....	119

CHAPITRE 3

JURIDICTION ORDINAIRE ET JURIDICTIONS D'EXCEPTION.....	123
2.15. Rôle prééminent du tribunal de première instance.....	123
2.16. Prorogation de compétence.....	123

CHAPITRE 4

DÉTERMINATION DE LA VALEUR DES LITIGES – COMPÉTENCE ET RESSORT.....	127
2.17. Compétence générale, spéciale ou exclusive.....	127
2.18. Critère de la valeur de la demande.....	127

§ 1.– Demande dont le montant est déterminé.....	128
A. <i>La compétence</i>	128
2.19. Principes.....	128
2.20. Règles spéciales (art. 558 à 560).....	129
B. <i>Le taux du ressort</i>	129
2.21. Le double degré de juridiction.....	129
2.22. Le taux du ressort sauf en matière sociale et fiscale.....	130
§ 2.– Demande dont le montant est indéterminé.....	131
2.23. La compétence – Prorogation limitée de compétence.....	131
2.24. Le ressort.....	132

CHAPITRE 5

LES DEMANDES RECONVENTIONNELLES.....	133
---	------------

§ 1.– Notions générales.....	133
2.25. Définitions.....	133
2.26. Indépendance procédurale de la demande reconventionnelle par rapport à la demande principale.....	133
2.27. Typologie des demandes reconventionnelles.....	135
2.28. Disjonction.....	136
§ 2.– Compétence et ressort.....	136
2.29. La compétence.....	136
2.30. Le taux du ressort.....	137

CHAPITRE 6
LES DEMANDES EN INTERVENTION 139

§ 1.–	Notions générales.....	139
2.31.	Définitions et types de demandes.....	139
2.32.	Le principe dispositif et les pouvoirs du juge en matière d'intervention.....	140
2.33.	Les formes de l'intervention.....	140
2.34.	Les liens entre la demande originaire et la demande en intervention.....	141
2.35.	Restrictions à l'introduction d'une demande en intervention.....	142
2.36.	Disjonction.....	144
§ 2.–	Compétence et ressort.....	144
2.37.	La compétence.....	144
2.38.	Le ressort.....	145

CHAPITRE 7
LA LITISPENDANCE 147

2.39.	Définition.....	147
2.40.	Le règlement de l'incident de litispendance.....	148
2.41.	Observation au sujet de la litispendance dans l'espace européen.....	150

CHAPITRE 8
LA CONNEXITÉ ET INDIVISIBILITÉ 151

§ 1.–	La connexité.....	151
2.42.	Définition.....	151
2.43.	Connexité et litispendance.....	152
2.44.	L'exception de connexité.....	153
2.45.	Les effets de la connexité : le regroupement.....	154
2.46.	Introduction de demandes connexes devant un même juge.....	156
2.47.	Règlement de juges.....	158
§ 2.–	L'indivisibilité.....	158
2.48.	Définition.....	158
2.49.	Le régime de l'indivisibilité.....	159
2.50.	Quelques illustrations.....	160

CHAPITRE 9
COMPÉTENCE TERRITORIALE 163

2.51.	Généralités.....	163
§ 1.–	Règles supplétives de compétence territoriale (art. 624 C. jud.).....	163
2.52.	Règle générale.....	163
2.53.	Clause de compétence territoriale, clause attributive de juridiction ou encore clause d'élection de for.....	166

§ 2. – Règles impératives (art. 627, 628, 629, 629bis et 630 C. jud.).....	169
2.54. Principes.....	169
2.55. Les types de compétence territoriale impérative.....	170
§ 3. – Règles générales d'ordre public (art. 632 à 633decies C. jud. et art. XX.12 CDE).....	173
2.56. Limites de l'exposé.....	173
2.57. Principes.....	174
2.58. Les hypothèses les plus fréquentes.....	174
§ 4. – La répartition des causes entre les divisions des juridictions.....	176
2.59. L'article 186 du Code judiciaire.....	176

CHAPITRE 10

APERÇU DE LA COMPÉTENCE MATÉRIELLE DES JURIDICTIONS DE PREMIÈRE INSTANCE.....

2.60. Renvoi aux institutions judiciaires – Divisions des juridictions.....	179
§ 1. – Le tribunal de première instance.....	179
2.61. Rôle prééminent – compétence générale et résiduelle.....	179
2.62. Compétences exclusives (art. 569 à 572bis C. jud.) : quelques illustrations....	180
2.63. Juge d'appel.....	181
2.64. Référé et juridiction présidentielle définitive.....	182
§ 2. – Le tribunal du travail.....	182
2.65. Généralités.....	182
2.66. Compétences – Développement.....	182
2.67. Ressort.....	185
2.68. Compétence en référé et comme en référé.....	185
§ 3. – Le tribunal de l'entreprise.....	185
2.69. Du tribunal de commerce au tribunal de l'entreprise.....	185
2.70. Compétence (art. 573 C. jud.) : législations successives.....	185
2.71. Abandon du critère de la valeur de la demande.....	188
2.72. Le demandeur n'est pas une entreprise.....	189
2.73. Compétences spéciales ou exclusives prévues par l'article 574 du Code judiciaire – Quelques illustrations.....	189
2.74. Le tribunal de l'entreprise n'est plus une juridiction d'appel du juge de paix..	193
2.75. Compétence en référé et comme en référé.....	193
§ 4. – La justice de paix.....	193
2.76. Compétence lorsque la demande est d'un montant déterminé.....	193
2.77. Autres compétences spéciales.....	194
2.78. Les scellés et les séquestres.....	198
2.79. Les contestations de titres.....	198
2.80. Le tribunal de première instance est la juridiction d'appel des décisions rendues en premier ressort par le juge du fond.....	199
§ 5. – Le tribunal de police (section civile).....	199
2.81. Généralités.....	199
2.82. La compétence en matière de roulage.....	200
2.83. Recours contre les jugements rendus par la section civile.....	201

CHAPITRE II	
LA JURIDICTION DES RÉFÉRÉS	
COMPÉTENCE ET PROCÉDURE	203
2.84. Généralités	203
§ 1.– Les conditions de mise en œuvre du référé : l'urgence et le provisoire.....	203
2.85. L'urgence, condition de compétence et de fondement.....	203
2.86. Le provisoire est une caractéristique procédurale	207
§ 2.– Le règlement des incidents éventuels de compétence ou de répartition.....	208
2.87. En ce qui concerne l'urgence	208
2.88. Compétence matérielle : juridiction ordinaire <i>versus</i> juridiction d'exception.....	208
2.89. Compétence territoriale	209
§ 3.– L'autonomie de la procédure en référé par rapport à la procédure au fond.....	209
2.90. Compétence du juge des référés alors que le contentieux ne relève pas au fond du pouvoir judiciaire.....	209
2.91. Saisine du juge des référés <i>versus</i> saisine du juge du fond.....	210
2.92. L'interruption de la prescription	210
2.93. Au sujet de la litispendance et de la connexité.....	210
2.94. En principe il n'y a pas de question préjudicielle, pas d'avis du ministère public et pas d'application de la règle « Le criminel tient le civil en état ».....	211
§ 4.– La procédure en référé	211
2.95. Caractéristiques	211
2.96. L'introduction de la demande en référé.....	211
2.97. L'instruction de la demande en référé.....	213
2.98. Le régime juridique de l'ordonnance de référé	213
2.99. Les voies de recours	216
§ 5.– Les mesures prises par le juge des référés.....	217
2.100. Les principes.....	217
2.101. Typologie des mesures prises par le juge des référés.....	219
§ 6.– La procédure comme en référé.....	223
2.102. Notion	223
2.103. Les caractéristiques communes à la plupart des procédures « comme en référé ».....	224
2.104. Le référé familial.....	226
Index alphabétique – Titre 2	229

TITRE 3

L'ACTION EN JUSTICE – LA DEMANDE ET LA DÉFENSE

CHAPITRE I

L'ACTION EN JUSTICE 235

Georges DE LEVAL et Hakim BOULARBAH

Section 1 – Notions générales	235
3.1. Définition et distinctions	235
3.2. Droit d'agir en justice, abus de droit et sanction de l'abus de droit.....	237
3.3. Peut-on renoncer d'avance à exercer une action en justice ou interdire à un plaideur d'agir en justice ?.....	239
Section 2 – Les conditions de recevabilité de l'action	241
3.4. Les conditions de recevabilité communes à toutes les actions : la qualité et l'intérêt	241
3.5. Tout au plus, l'intérêt et la qualité pour agir en justice relèvent de l'ordre public procédural atténué.....	241
§ 1. – L'intérêt	243
3.6. Définition	243
3.7. Les caractéristiques de l'intérêt – Énumération	244
3.8. L'intérêt doit être légitime.....	244
3.9. L'intérêt doit être concret.....	245
3.10. L'intérêt doit être personnel et direct – Principes	246
3.11. Exceptions : la défense d'intérêts collectifs ou d'intérêts individuels d'autrui...	248
3.12. L'intérêt doit être né et actuel	255
§ 2. – La qualité	260
3.13. Définition et caractéristiques	260
3.14. Qualité et représentation dans l'exercice de l'action.....	262
3.15. Nul ne plaide par procureur.....	265
3.16. En règle, la qualité présuppose la personnalité juridique	268
3.17. L'incapacité d'exercice et la recevabilité de l'action en justice.....	271
3.18. Le défaut de qualité doit être distingué de l'erreur dans l'identification de la partie.....	278

CHAPITRE 2

LA DEMANDE..... 283

Georges DE LEVAL et Hakim BOULARBAH

3.19. Généralités	283
Section 1 – Les différents types de demande	283
3.20. La demande introductive d'instance <i>versus</i> les demandes incidentes	283
3.21. Les différentes facettes d'une demande.....	284

Section 2 – Les éléments constitutifs de la demande	285
3.22. Le principe dispositif et le périmètre du litige soumis au juge	285
§ 1.– Les parties.....	286
3.23. Les parties au litige	286
3.24. Les parties au litige et l'office du juge	287
§ 2.– L'objet.....	288
3.25. L'objet de la demande ou ce que le demandeur réclame en fait.....	288
3.26. Le juge ne peut d'office modifier l'objet de la demande.....	289
§ 3.– La cause.....	294
3.27. La cause de la demande.....	294
3.28. Le juge ne peut d'office modifier le périmètre des faits (la cause) qui lui sont régulièrement soumis par les parties.....	295
3.29. La cause et l'objet de la demande : l'apaisante solution d'une controverse suite à l'arrêt de la Cour de cassation du 14 avril 2005	297
3.30. Les implications de la conception factuelle de la cause et de l'objet de la demande.....	301
Section 3 – Les effets de la demande	310
3.31. La demande crée un lien d'instance.....	310
3.32. Les effets de la demande à l'égard du juge.....	313
3.33. Les effets procéduraux à l'égard des parties – Les charges procédurales.....	315
3.34. Les effets procéduraux à l'égard des parties – Les obligations procédurales..	317
3.35. Les effets substantiels de la demande : la mise en demeure	317
3.36. Les effets substantiels de la demande : l'interruption de la prescription	318
Section 4 – La modification de la demande	328
3.37. De l'immutabilité de la demande à la mutabilité raisonnable de la demande.....	328
3.38. La modification de l'accord des parties	329
3.39. La demande additionnelle.....	330
3.40. La demande nouvelle et la conception factuelle de la cause et de l'objet de la demande	331
3.41. Comparaison entre les effets de la demande additionnelle et les effets de la demande nouvelle.....	333
3.42. Recevabilité de la demande nouvelle.....	334
3.43. Application de l'article 807 aux voies de recours	340
3.44. La demande nouvelle et le défendeur le cas échéant demandeur sur reconvention	341
Section 5 – La demande reconventionnelle	343
3.45. Règles générales relatives à la demande reconventionnelle.....	343
Section 6 – La demande en intervention	347
3.46. Définitions et types de demandes.....	347
3.47. Le principe dispositif et les pouvoirs du juge en matière d'intervention.....	348
3.48. Les formes de l'intervention.....	348

3.49.	Les liens entre la demande originaire et la demande en intervention n'excluent pas une certaine autonomie de celle-ci	349
3.50.	Conditions de recevabilité	349
3.51.	Restrictions à l'introduction d'une demande en intervention.....	351
3.52.	Sanction de la tardiveté de la demande.....	353
3.53.	Compétence et ressort.....	353

CHAPITRE 3

LA DÉFENSE

355

Georges DE LEVAL, Hakim BOULARBAH et Pauline KNAEPEN

3.54.	Généralités	355
-------	-------------------	-----

Section I – Les exceptions et les fins de non-procéder.....

356

3.55.	Définitions, caractéristiques et office du juge.....	356
-------	--	-----

§ 1.– Les exceptions dilatoires

357

3.56.	Énumération.....	357
-------	------------------	-----

A. *La caution de l'étranger demandeur*

358

3.57.	Un mécanisme annulé par la Cour constitutionnelle	358
-------	---	-----

B. *L'exception d'incompétence*

359

3.58.	Déclinatoire de compétence soulevé par une partie (art. 639).....	359
-------	---	-----

3.59.	Déclinatoire de compétence soulevé par le juge (art. 640).....	360
-------	--	-----

3.60.	Questions réglées sans intervention du tribunal d'arrondissement.....	361
-------	---	-----

3.61.	Procédure	362
-------	-----------------	-----

3.62.	Recours contre les décisions statuant sur la compétence et renvoi de la cause à la juridiction compétente.....	364
-------	---	-----

3.63.	L'exécution de la décision rendue sur la compétence et l'autorité de la chose jugée	366
-------	--	-----

§ 2.– Les exceptions péremptoires ou la nullité des actes de procédure.....

368

A. *Propos introductifs*.....

368

3.64.	Introduction générale.....	368
-------	----------------------------	-----

3.65.	Siège de la matière.....	370
-------	--------------------------	-----

3.66.	Précision terminologique.....	371
-------	-------------------------------	-----

3.67.	Distinction entre les notions. Nullité versus irrecevabilité	371
-------	--	-----

3.68.	Distinction entre les notions. Nullité versus fin de non-procéder.....	373
-------	--	-----

3.69.	Les règles procédurales des règlements européens	375
-------	--	-----

B. *Champ d'application du régime des nullités*

376

3.70.	Champ d'application positif.....	376
-------	----------------------------------	-----

3.71.	Champ d'application négatif.....	383
-------	----------------------------------	-----

C. *Les conditions du prononcé de la nullité*.....

385

3.72.	Le principe : deux conditions cumulatives.....	385
-------	--	-----

3.73.	Première condition : « Pas de nullité sans texte » (art. 860 C. jud.) : une règle absolue et de stricte interprétation	386
-------	---	-----

3.74.	Second principe : « Pas de nullité sans grief »	390
-------	---	-----

D. <i>Le régime procédural</i>	394
3.75. Par qui ?.....	394
3.76. Quand ?.....	394
3.77. Incidence du défaut ?.....	396
3.78. Le cas de la procédure mue sur requête unilatérale.....	399
E. <i>Les hypothèses de couverture de la nullité</i>	399
3.79. Pluralité de modes de consolidation.....	399
3.80. La neutralisation du caractère disproportionné ou abusif de la sanction et l'impact de l'équité procédurale.....	399
3.81. La couverture par la régularisation : la réparation de l'acte entaché d'irrégularité à la demande du juge (art. 861, al. 2).....	400
3.82. La couverture par la régularisation : la réparation de l'acte dépourvu de signature (art. 863).....	401
3.83. La couverture par le temps (art. 864).....	402
3.84. La réitération ou la régularisation volontaire de l'acte de procédure.....	402
F. <i>Les dispositions spéciales relatives à la nullité des actes de procédure</i>	402
3.85. L'emploi des langues en matière judiciaire (art. 40 de la loi du 15 juin 1935).....	402
3.86. La saisie-exécution immobilière.....	408
3.87. Élargissement des arrondissements judiciaires.....	408
G. <i>Effets de la nullité d'un acte de procédure</i>	408
3.88. Effets quant à l'acte attaqué et quant au fond du litige : disparition de l'acte de procédure et réitération de la demande.....	408
3.89. Effets à l'égard de l'auteur responsable de l'acte annulé.....	411
H. <i>Les délais de procédure</i>	413
3.90. Distinction entre les délais de procédure et les autres délais.....	413
3.91. Distinction au sein des délais de procédure.....	414
3.92. Les délais de procédure prescrits à peine de nullité.....	416
3.93. Les délais de procédure prescrits à peine de déchéance.....	416
3.94. Les délais de recours.....	417
3.95. Les délais de procédure prescrits à peine de déchéance autres que ceux pour former un recours.....	420
Section 2 – Les fins de non-recevoir	422
3.96. La contestation du droit d'accès à la justice.....	422
3.97. Typologie des fins de non-recevoir.....	422
3.98. Exception de procédure <i>versus</i> fin de non-recevoir.....	426
3.99. Les conditions d'admission des fins de non-recevoir.....	427
3.100. La décision d'irrecevabilité.....	429
Section 3 – La défense au fond	430
3.101. La défense au fond.....	430
3.102. La défense au fond dans la perspective éventuelle d'un pourvoi.....	431

CHAPITRE 4 L'ACCÈS ÉCONOMIQUE À LA JUSTICE..... 433

Bénédicte BIEMAR

Section 1 – L'assistance judiciaire.....	433
§ 1.– Notion.....	433
3.103. Historique et définition.....	433
§ 2.– Champ d'application.....	436
3.104. Bénéficiaires de l'assistance judiciaire.....	436
3.105. Conditions d'accès de l'assistance judiciaire.....	437
3.106. Actes couverts et procédure concernée.....	441
§ 3.– Organisation judiciaire et compétence.....	442
3.107. Organisation judiciaire.....	442
3.108. Compétence.....	442
§ 4.– Procédure.....	442
3.109. Introduction de la demande.....	442
3.110. Procédure d'octroi.....	443
§ 5.– Voies de recours.....	444
3.111. L'appel.....	444
3.112. Le pourvoi en cassation.....	445
§ 6.– Frais et recouvrement par l'État.....	445
3.113. Frais.....	445
3.114. Recouvrement par l'État.....	446
§ 7.– Retrait de l'assistance judiciaire.....	448
3.115. Retrait de l'assistance judiciaire.....	448
 Section 2 – L'aide juridique.....	 449
§ 1.– Du <i>pro deo</i> à l'aide juridique.....	449
3.116. Historique.....	449
§ 2.– Notion.....	450
3.117. Définitions.....	450
§ 3.– Aide juridique de première ligne.....	451
3.118. La commission d'aide juridique.....	451
3.119. Forme et conditions d'accès.....	452
§ 4.– Aide juridique de deuxième ligne.....	453
3.120. Le bureau d'aide juridique.....	453
3.121. Bénéficiaires de l'aide juridique.....	455
3.122. Conditions d'accès à l'aide juridique.....	455
3.123. Procédure.....	460
3.124. Voies de recours.....	461

3.125. Contribution forfaitaire annulée.....	462
3.126. Indemnisation des avocats.....	463
3.127. Retrait de l'aide juridique.....	464
3.128. Récupération des frais	465
Section 3 – Les frais et dépens	466
§ 1.– Le principe de la condamnation aux dépens de la partie qui a succombé.....	466
3.129. Définition et champ d'application.....	466
3.130. Conditions	466
3.131. Caractéristiques de la condamnation aux dépens.....	468
3.132. Les dépens en référé.....	469
§ 2.– Les exceptions au principe	469
3.133. Exposition de frais inutiles	469
3.134. La sécurité sociale au sens large.....	472
3.135. La compensation des dépens.....	474
3.136. Lois particulières	475
§ 3.– Énumération des dépens.....	476
3.137. Article 1018 du Code judiciaire	476
3.138. Indemnité de procédure.....	478
§ 4.– Pluralité de parties qui succombent et solidarité.....	495
3.139. Pluralité de parties succombantes.....	495
§ 5.– Liquidation des dépens.....	495
3.140. Liquidation des dépens.....	495
§ 6.– Les frais d'exécution.....	496
3.141. Frais d'exécution	496
Index alphabétique – Titre 3	499

TITRE 4 LA PROCÉDURE DE DROIT COMMUN – L'INSTANCE

CHAPITRE I LA TENTATIVE DE CONCILIATION PRÉALABLE À L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE..... 505

Hakim BOULARBAH

Section I – Notions et distinctions	505
4.1. Conciliation préalable à l'introduction de la demande.....	505
4.2. Conciliation préalable à l'examen de la demande.....	506
4.3. Conciliation facultative.....	507
4.4. Conciliation obligatoire	507

Section 2 – Juge compétent et procédure	509
4.5. Compétence.....	509
4.6. Convocation à la demande d'une des parties.....	509
4.7. Absence d'effet interruptif de prescription.....	509
4.8. Absence d'obligation pour le défendeur de soulever des moyens et exceptions.....	509

Section 3 – Procès-verbal de conciliation	510
4.9. En cas d'accord.....	510
4.10. En l'absence d'accord.....	510
4.11. Impartialité du juge conciliateur qui connaît ensuite de la phase contentieuse.....	510

CHAPITRE 2 L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE

Hakim BOULARBAH

Section 1 – Introduction générale	513
--	-----

§ 1.– Principes.....	513
4.12. Importance de l'information du défendeur.....	513
4.13. Différents modes introductifs d'instance.....	513
4.14. Seule la demande principale et non la demande subsidiaire (ou connexe) détermine la forme de l'acte introductif d'instance.....	514
§ 2.– Sanction du choix erroné.....	514
4.15. Utilisation irrégulière de la requête contradictoire.....	514
4.16. Utilisation de la citation alors que la requête (contradictoire ou déformalisée) est autorisée.....	515
4.17. Utilisation irrégulière de la requête déformalisée.....	516
4.18. Utilisation irrégulière de la requête unilatérale.....	516
4.19. Utilisation d'un mode non prévu par le Code judiciaire.....	517
§ 3.– Introduction de plusieurs demandes par un seul acte introductif.....	517
4.20. Principe et notion.....	517
4.21. Sanction en l'absence de connexité.....	519

Section 2 – La citation	520
--------------------------------------	-----

§ 1.– Mentions de l'exploit de citation.....	520
4.22. Régime.....	520
4.23. Date et lieu de la signification.....	520
4.24. Nom, prénom, domicile du demandeur et, le cas échéant, son numéro de registre national ou numéro d'entreprise.....	521
4.25. Nom, prénom et domicile du défendeur (art. 43, 3°, et 702, 2°).....	524
4.26. Le libellé de la demande.....	524
4.27. Coordonnées de l'huissier instrumentant.....	525
4.28. Juge saisi de la demande et lieu, date et heure de l'audience.....	526

4.29.	Indication de la personne à qui la copie de l'exploit est remise ou de ce que cette copie a été déposée au domicile du destinataire ou à la poste.....	526
4.30.	Coût de l'acte	526
4.31.	Signature de l'huissier.....	526
4.32.	Visa de l'original de l'exploit.....	527
§ 2.–	Signification de l'exploit de citation	527
A.	<i>Notions</i>	527
4.33.	Signification	527
4.34.	Domicile « judiciaire »	527
4.35.	Domicile élu	529
4.36.	Résidence.....	529
4.37.	Adresse judiciaire électronique et adresse d'élection de domicile électronique	530
B.	<i>Modes de signification</i>	530
1.	Principes généraux.....	530
4.38.	Hiérarchie en règle non sanctionnée	530
4.39.	Abrogation de l'interdiction de la signification à l'étranger en cas de domicile, résidence ou domicile élu en Belgique.....	530
4.40.	Interdiction de la signification à Parquet en cas de domicile ou de résidence connus en Belgique ou à l'étranger.....	531
4.41.	Interdiction de l'abus de droit, de la déloyauté procédurale et du dol	531
4.42.	Signification d'un acte par plusieurs modes	532
2.	La signification à personne	532
4.43.	Principe.....	532
4.44.	Modalités.....	533
4.45.	Signification en mains propres du mandataire.....	533
4.46.	Signification à une personne morale.....	534
4.47.	Signification d'un acte destiné à un incapable	534
4.48.	Signification à une personne décédée ou inexistante	534
3.	La signification à domicile (élu)	534
4.49.	Principe.....	534
4.50.	Modalités.....	535
4.51.	Personne à qui la copie peut être remise.....	535
4.52.	Vérification à laquelle l'huissier doit procéder.....	536
4.	La signification par dépôt au domicile (élu) d'une copie de l'exploit.....	536
4.53.	Principe.....	536
4.54.	Modalités.....	536
4.55.	Impossibilité matérielle de procéder à la signification par dépôt	537
5.	La signification à l'étranger	538
4.56.	Quand signifier à l'étranger ?.....	538
4.57.	Règles applicables.....	538
4.58.	Régime du règlement (CE) n° 1393/2007	539
4.59.	Régime de la Convention de La Haye	540
4.60.	Régime du Code judiciaire.....	540
6.	Signification lorsque le domicile est inconnu	541
4.61.	Principe.....	541
4.62.	Modalités.....	542

7. Signification électronique.....	542
4.63. Principe.....	542
4.64. Modalités.....	543
8. Règles spéciales aux personnes morales.....	543
4.65. Personnes morales de droit public ou de droit privé.....	543
4.66. Signification à l'État, aux Régions et Communautés.....	543
4.67. Autres pouvoirs publics.....	544
4.68. Établissements d'utilité publique et fondations.....	544
4.69. Sociétés.....	545
4.70. Sociétés étrangères.....	545
4.71. Sociétés en liquidation.....	545
4.72. Signification au failli.....	546
4.73. Fusion de sociétés.....	546
9. Règle spéciale au contentieux individuel du travail.....	546
4.74. Signification à l'endroit affecté à l'exploitation de l'entreprise.....	546
C. Moment de la signification.....	546
4.75. Heures.....	546
4.76. Jours.....	547
§ 3. – Dispositions prescrites à peine de nullité.....	547
4.77. Application de la théorie des nullités aux vices de signification.....	547
Section 3 – La requête conjointe.....	548
§ 1. – Notion et champ d'application.....	548
4.78. Notion.....	548
4.79. Champ d'application.....	549
§ 2. – Les mentions de la requête conjointe.....	549
4.80. Date.....	549
4.81. Signature.....	549
4.82. Autres mentions.....	550
4.83. Indications sur la mise en état.....	550
§ 3. – Procédure.....	551
4.84. Dépôt ou envoi au greffe.....	551
4.85. Mise au rôle.....	551
4.86. Audience d'introduction facultative.....	552
Section 4 – La requête contradictoire.....	552
§ 1. – Notion et champ d'application.....	552
4.87. Notion.....	552
4.88. Exigence d'un texte exprès.....	553
§ 2. – Les mentions de la requête contradictoire.....	554
4.89. Principe.....	554
4.90. Date.....	554
4.91. Nom, prénom, domicile du requérant et, le cas échéant, ses qualités et son numéro de registre national ou numéro d'entreprise.....	555
4.92. Nom, prénom, domicile et, le cas échéant, qualité de la partie à convoquer ..	555

4.93.	Objet et exposé sommaire des moyens de la demande.....	555
4.94.	Indication du juge qui est saisi de la demande.....	555
4.95.	Signature du requérant ou de son avocat	555
4.96.	Certificat de domicile ou extrait du registre national des personnes physiques.....	556
§ 3.–	Envoi ou dépôt au greffe et mise au rôle de la requête.....	556
4.97.	Envoi ou dépôt au greffe	556
4.98.	Mise au rôle.....	557
§ 4.–	Notification de la requête.....	557
4.99.	Principe.....	557
4.100.	Notion de notification.....	557
4.101.	Notification par pli judiciaire.....	558
4.102.	Autres modes de notification.....	559
4.103.	Date de la notification.....	559
§ 5.–	La requête déformalisée.....	560
4.104.	Contentieux de la sécurité sociale.....	560
Section 5 –	Autres modes d'introduction de l'instance	561
4.105.	Principe.....	561
4.106.	Dépôt d'un procès-verbal.....	561
4.107.	Déclaration d'une créance.....	561
4.108.	Saisine permanente.....	561
4.109.	Opposition dans le cadre du règlement IPE	561
Section 6 –	Le délai de convocation (délai de « citation »)	562
4.110.	Notion	562
4.111.	Délai ordinaire.....	562
4.112.	Partie à convoquer domiciliée à l'étranger	562
4.113.	Délais abrégés.....	563
4.114.	Abréviation judiciaire	563
4.115.	Calcul et computation du délai	563
4.116.	Décès de la partie à convoquer.....	564
4.117.	Sanction du non-respect du délai.....	564
Section 7 –	La mise au rôle.....	565
§ 1.–	Les différents rôles.....	565
4.118.	Rôle général.....	565
4.119.	Rôles des requêtes, des référés et des RCD.....	565
4.120.	Rôle particulier et rôle d'audience	565
4.121.	Utilité des rôles	565
§ 2.–	L'inscription au rôle général ou spécial.....	566
4.122.	Importance et modalités	566
4.123.	Délai d'inscription.....	566
4.124.	Sanction.....	566
Section 8 –	Le dossier de la procédure	567
4.125.	Notion et fonction.....	567

4.126. Contenu	567
4.127. Transfert en cas de renvoi ou en cas de recours	567
4.128. Dossier familial	567
Section 9 – La comparution et la représentation des parties	568
4.129. Principe : comparution en personne ou par avocat	568
4.130. Exception	568
4.131. Règles spéciales à certains contentieux	569
4.132. Interdiction des autres mandataires	569
4.133. Déclaration de postulation	570
Section 10 – L’audience d’introduction	570
§ 1.– Le traitement de la cause à l’audience d’introduction	570
4.134. Appel des causes lors de l’audience d’introduction	570
4.135. Traitement adapté à la nature de la cause ou de la procédure	571
§ 2.– La procédure des débats succincts	571
A. <i>Les débats succincts proprement dits</i>	571
4.136. Siège de la matière	571
4.137. Notion de débats succincts	572
4.138. Pouvoir d’appréciation du juge	572
4.139. Demande motivée de l’une des parties	572
B. <i>Les débats succincts assimilés</i>	573
1. En cas d’accord des parties	573
4.140. Principe	573
4.141. Pouvoir d’appréciation du juge	573
2. Application d’office de la procédure des débats succincts à cinq hypothèses déterminées	574
4.142. Application obligatoire des débats succincts, sauf accord contraire des parties	574
4.143. Absence d’effet de l’opposition d’une seule partie	574
4.144. Limitation des débats succincts « assimilés » aux hypothèses prévues à l’article 735, § 2	575
4.145. Indifférence de la complexité de l’affaire ou de la durée des débats	575
4.146. Absence de pouvoir d’appréciation du juge	575
a. <i>Le recouvrement des créances incontestées</i>	576
4.147. Champ d’application	576
4.148. Deux interprétations possibles	576
b. <i>Les demandes visées à l’article 19, alinéa 3, du Code judiciaire</i>	577
4.149. Champ d’application	577
c. <i>Les changements de langue régis par l’article 4 de la loi du 15 juin 1935 relative à l’emploi des langues en matière judiciaire</i>	578
4.150. Champ d’application	578
d. <i>Le règlement des conflits sur la compétence</i>	578
4.151. Champ d’application	578
4.152. Portée	579

e. <i>Les demandes de délais de grâce</i>	579
4.153. Champ d'application	579
C. <i>Procédure</i>	580
4.154. Principes	580
D. <i>L'application de la procédure des débats succincts aux litiges indivisibles</i>	581
4.155. Jugement contradictoire.....	581
E. <i>Absence de recours</i>	581
4.156. Mesures d'ordre.....	581

CHAPITRE 3

L'INSTRUCTION CONTRADICTOIRE..... 583

Pierre MOREAU

4.157. Généralités	583
--------------------------	-----

Section 1 – La communication des pièces..... 584

4.158. Obligation de se communiquer les pièces avant leur emploi.....	584
4.159. Délai pour la communication des pièces et sanction	586
4.160. Formes et preuve de la communication	588

Section 2 – Les conclusions..... 589

4.161. Définition des conclusions	589
4.162. Mention des coordonnées du concluant et du numéro de la cause.....	590
4.163. Structure des conclusions.....	591
4.164. Conséquences de la violation d'une des prescriptions de l'article 744, alinéa 1 ^{er} , du Code judiciaire relatives à la structure des conclusions.....	592
4.165. Signature des conclusions	596
4.166. Exhaustivité et cohérence des conclusions.....	596
4.167. Usage obligatoire de la langue de la procédure.....	597
4.168. Mandat de l'avocat et prévalence de l'écrit.....	597
4.169. Types de conclusions.....	597
4.170. Portée des dernières conclusions – Principe	598
4.171. Portée des dernières conclusions – Exceptions	600
4.172. Remise des conclusions au greffe et envoi à la partie adverse.....	601
4.173. Effets produits par les conclusions à l'égard des parties.....	605
4.174. Effets produits par les conclusions à l'égard du juge	606

Section 3 – La mise en état de la cause..... 606

§ I. – Remarques générales	606
4.175. Obligation d'envoyer ses conclusions aux autres parties	606
4.176. Différents types de mise en état.....	606
4.177. Importance de la déclaration de postulation en ce qui concerne la mise en état de la cause	607
4.178. Effet de l'introduction d'une demande incidente sur la mise en état de la cause.....	607
4.179. Effet de l'introduction d'une demande de mesure avant dire droit sur la mise en état de la cause	608

4.180. Effet des mesures prises en matière de justice eu égard à la pandémie de COVID-19.....	608
§ 2. – La mise en état conventionnelle « pure »	610
4.181. Accord des parties en vue du renvoi au rôle ou de la remise à date fixe.....	610
4.182. Échange des conclusions et demande de fixation de la cause	611
4.183. Demande conjointe de fixation et effets	611
4.184. Requête en fixation de nouveaux délais pour conclure en raison de la découverte d'une pièce ou d'un fait nouveau et pertinent.....	613
4.185. Demande de mise en état judiciaire par une seule partie.....	615
§ 3. – La mise en état conventionnelle judiciairisée	615
4.186. Accord des parties entériné par le juge	615
4.187. Nature de l'ordonnance d'entérinement des délais pour conclure et pouvoir du juge.....	617
4.188. Effet de l'entérinement du calendrier par le juge	618
§ 4. – La mise en état judiciaire	619
4.189. Principe.....	619
4.190. Possibilité pour les parties de formuler des observations sur la mise en état judiciaire	619
4.191. Fixation, par le juge, de délais contraignants pour conclure.....	620
4.192. Nature de l'ordonnance de mise en état	622
4.193. Écartement des conclusions remises au greffe ou envoyées à la partie adverse après l'expiration des délais fixés par le juge	623
4.194. Nature et conséquences de la sanction d'écartement.....	625
Section 4 – De la procédure écrite	628
4.195. Recours à la procédure écrite	628
Section 5 – De l'audience	629
4.196. Contenu des plaidoiries.....	629
4.197. Possibilité d'un débat interactif.....	631
4.198. Publicité de l'audience.....	632
4.199. Droit de plaider de la partie qui n'a pas conclu.....	633
4.200. Police de l'audience	634

CHAPITRE 4

L'INSTRUCTION ET LE JUGEMENT PAR DÉFAUT

Hakim BOULARBAH

4.201. Notions.....	637
Section I – Les cas dans lesquels un jugement par défaut peut être requis.....	638
4.202. Défaut à l'audience d'introduction ou à une audience ultérieure.....	638
§ I. – Le défaut à l'audience d'introduction (art. 802).....	638
4.203. Possibilité, pour le demandeur comme pour le défendeur, de prendre défaut à l'audience d'introduction.....	638

§ 2.– Le défaut à une audience ultérieure alors que la partie était déjà défaillante à l'audience d'introduction (art. 803 C. jud.).....	641
4.204. Le choix de la partie comparante à l'audience d'introduction	641
4.205. Le défaut lors de l'audience de remise ou de fixation (art. 803 C. jud.).....	643
4.206. La remise « sous le bénéfice du défaut ».....	644
§ 3.– Le défaut à l'audience ultérieure fixée contradictoirement (art. 804, al. 1 ^{er} , C. jud.).....	645
4.207. La partie défaillante avait comparu à l'audience d'introduction	645
4.208. Absence de formalités pour pouvoir prendre défaut.....	645
§ 4.– Le défaut après omission du rôle (art. 730, § 2, b), C. jud.).....	645
4.209. Le défaut à l'audience où la cause omise du rôle est ramenée.....	645
Section 2 – Le jugement contradictoire rendu à l'encontre d'une partie qui ne comparait pourtant pas	646
§ 1.– La procédure est contradictoire alors que la partie ne comparait pas à l'audience de plaidoiries (art. 804, al. 2, C. jud.).....	646
4.210. La partie défaillante a conclu	646
4.211. La partie absente ayant conclu au moins une fois est une partie <i>comparante</i> ..	647
§ 2.– La décision contradictoire « en tout état de cause » (art. 747, § 2, 748, § 2, et 735, § 5, C. jud.).....	648
4.212. Les affaires mises en état judiciairement	648
4.213. Les litiges indivisibles.....	649
§ 3.– Deux cas particuliers : l'expertise et l'article 1253ter du Code judiciaire	649
4.214. Un régime à part pour les procédures dans lesquelles une mesure d'expertise est ordonnée.....	649
Section 3 – La qualification des décisions <i>par défaut</i> ou <i>contradictoires</i> et l'incidence de la segmentation des litiges	650
4.215. La qualification de la décision rendue en l'absence d'une partie.....	650
4.216. L'incidence de la segmentation du litige	651
Section 4 – Le défaut et la communication des pièces	655
4.217. Non-application de l'article 740 du Code judiciaire	655
Section 5 – La modification de la demande	655
4.218. L'extension ou la modification d'une demande par défaut (art. 807 C. jud.)...	655
Section 6 – Le rabat du défaut	657
4.219. Le jugement par défaut peut être prononcé au plus tôt à la fin de l'audience où il a été constaté	657
Section 7 – Le rôle du juge statuant par défaut	658
§ 1.– La réponse aux conclusions	658
4.220. Le juge doit répondre aux conclusions de la partie défaillante.....	658

§ 2. – Les pouvoirs du juge statuant par défaut.....	659
4.221. L'article 806 du Code judiciaire, tel que modifié par les lois « Pot-pourri I et V »...	659
A. <i>La controverse doctrinale et jurisprudentielle</i>	659
4.222. La conception maximaliste : le défaut vaut contestation de la demande	659
4.223. La conception minimaliste : le défaut vaut absence de contestation de la demande.....	660
B. <i>Le choix du législateur</i>	661
4.224. L'option de la conception minimaliste dans la loi « Pot-pourri I ».....	661
4.225. Position de la Cour de cassation.....	663
4.226. Confirmation législative de l'option de la thèse minimaliste.....	664
4.227. Constitutionnalité de la conception minimaliste.....	664
4.228. Les mécanismes légaux assurant la protection du défendeur défaillant.....	665
4.229. Le rôle concret du juge statuant par défaut	665
4.230. Défaut du défendeur et défaut du demandeur.....	672
Section 8 – Défaut et indemnité de procédure (renvoi)	672
4.231. Renvoi.....	672
Section 9 – Suppression de la péremption du jugement par défaut	673
4.232. Rappel historique	673
4.233. Suppression de la règle de la péremption	673
4.234. Jugements prononcés avant le 1 ^{er} novembre 2015.....	674
Index alphabétique – Titre 4	675

TITRE 5

INTRODUCTION ET INSTRUCTION DE LA DEMANDE – REQUÊTE UNILATÉRALE

Hakim BOULARBAH

CHAPITRE I

NOTIONS ET DISTINCTIONS

5.1. Notion de requête unilatérale	681
5.2. Autres formes de requêtes.....	681
5.3. Conditions d'utilisation.....	682
5.4. Remplacement par une citation.....	684

CHAPITRE 2

FORME ET DÉPÔT DE LA REQUÊTE

5.5. Mentions de la requête.....	685
5.6. Inventaire et dossier de pièces	686
5.7. Dépôt au greffe.....	686

CHAPITRE 3
L'INSTRUCTION DE LA DEMANDE 687

Section 1 – Vérification de la demande		687
5.8. Instruction sur la base des pièces.....		687
5.9. Convocation en chambre du conseil.....		687
Section 2 – Demandes incidentes		687
5.10. Demande nouvelle.....		687
5.11. Demande en intervention.....		688

CHAPITRE 4
LA DÉCISION RENDUE SUR REQUÊTE 689

Section 1 – Aspects formels		689
5.12. Motivation.....		689
5.13. Prononcé en chambre du conseil.....		689
5.14. Notification.....		689
5.15. Expédition.....		689
Section 2 – Attributs de la décision sur requête		690
5.16. Autorité de chose « décidée ».....		690
5.17. Caractère exécutoire par provision.....		690

CHAPITRE 5
VOIES DE RECOURS, RÉTRACTATION OU MODIFICATION
DE LA DÉCISION SUR REQUÊTE 691

Section 1 – Appel		691
5.18. Principe, forme et délai.....		691
Section 2 – (Tierce) Opposition		691
5.19. Principe.....		691
5.20. Délai.....		692
5.21. Forme et délai de citation.....		692
5.22. Procédure et effets.....		693
Section 3 – Demande de modification ou de rétractation de l'ordonnance		693
5.23. En cas de changement de circonstances.....		693

Index alphabétique – Titre 5		695
---	--	-----

TITRE 6 LES MESURES D'INSTRUCTION

Dominique MOUGENOT

CHAPITRE I NOTIONS GÉNÉRALES..... 699

Section 1 – Notion de preuve – Finalité des règles de preuve – Lien avec le droit processuel.....	699
6.1. Définition de la preuve.....	699
6.2. Finalité de la preuve – Recherche de la vérité.....	699
6.3. Nature civile et procédurale des règles de preuve.....	702
Section 2 – Le droit à la preuve.....	703
6.4. Définition et fondement du droit à la preuve.....	703
Section 3 – L'utilisation des preuves illégales ou déloyales en justice.....	705
6.5. La jurisprudence « Antigone » et son évolution.....	705
6.6. Critères d'écartement des preuves irrégulières.....	708
Section 4 – L'utilisation de preuves unilatérales en justice.....	710
6.7. Utilisation de preuves unilatérales en droit belge et français.....	710

CHAPITRE 2 LA CHARGE DE LA PREUVE ET L'ADMINISTRATION DE LA PREUVE..... 713

Section 1 – Définition de la charge de la preuve et de l'administration de la preuve.....	713
6.8. Définition de la charge de la preuve.....	713
6.9. Collaboration à l'administration de la preuve.....	714
Section 2 – Rôles respectifs du juge et des parties dans la réception des preuves.....	716
6.10. Pouvoir d'initiative du juge.....	716
6.11. Accords procéduraux.....	716

CHAPITRE 3

LA RÉCEPTION DES PREUVES 719

Section 1 – Les mesures d’instruction – Caractère limitatif ou non des procédures prévues au Code judiciaire.....	719
6.12. Définition des mesures d’instruction	719
6.13. Mesures d’instruction dans le Code judiciaire.....	719
6.14. Caractère exhaustif ou non de la liste des mesures d’instruction	720
 Section 2 – La production de documents.....	 722
§ 1.– Définition et conditions d’application de la production de documents	722
6.15. Principe.....	722
6.16. Conditions d’application.....	723
6.17. Inapplicabilité en matière pénale et à l’égard du ministère public	726
§ 2.– Exceptions.....	726
6.18. Secret professionnel et secret des affaires	726
§ 3.– Procédure.....	727
6.19. Procédure	727
6.20. Recours	728
§ 4.– Sanctions en cas de non-respect de l’ordre de production de documents...	729
6.21. Présomptions – Dommages-intérêts – Astreinte	729
 Section 3 – La vérification d’écritures et le faux civil.....	 731
§ 1.– La vérification d’écritures.....	731
6.22. Principe.....	731
6.23. Acte sous signature privée contresigné par un avocat.....	732
§ 2.– Le faux civil.....	733
6.24. Principe.....	733
 Section 4 – L’enquête.....	 734
§ 1.– Notions générales.....	734
6.25. Principe et recevabilité en droit civil	734
6.26. Conditions de recevabilité en droit judiciaire	734
6.27. Interdiction d’entendre les parties comme témoins.....	736
§ 2.– Audition de mineurs.....	736
6.28. Interdiction générale d’audition des mineurs	736
6.29. Le droit particulier d’audition du mineur dans les affaires le concernant – Convention de New York	737
6.30. Procédure d’audition des mineurs dans le Code judiciaire.....	738
6.31. Caractère spécifique de l’audition des mineurs	740

§ 3.– Procédure d'enquête	741
6.32. Le jugement autorisant ou ordonnant l'enquête	741
6.33. Le juge qui tient l'enquête.....	742
6.34. La comparution des témoins.....	742
6.35. Refus de témoigner.....	743
6.36. Audition du témoin.....	744
6.37. La clôture de l'enquête.....	746
§ 4.– Le procès-verbal de l'enquête	747
6.38. Établissement du procès-verbal.....	747
6.39. La force probante des dépositions.....	747
§ 5.– L'enquête contraire	748
6.40. Demande d'enquête contraire – Délai.....	748
§ 6.– Les frais de l'enquête	749
6.41. Consignation d'une provision.....	749
§ 7.– La validité de l'enquête	750
6.42. Nullité de l'enquête.....	750
§ 8.– Les témoignages écrits.....	750
6.43. Principe et régime juridique	750
Section 5 – L'expertise.....	752
§ 1.– Généralités	752
6.44. Définition – Utilité de l'expertise.....	752
6.45. Aspects négatifs de l'expertise.....	753
§ 2.– Alternatives à l'expertise judiciaire.....	754
6.46. Caractère facultatif de l'expertise.....	754
6.47. Alternatives à l'expertise.....	756
6.48. Expertise simplifiée.....	757
§ 3.– Différents modes de désignation de l'expert.....	758
6.49. Désignation sur requête unilatérale devant le juge de paix	758
6.50. Désignation sur requête unilatérale par le président du tribunal.....	760
6.51. Désignation par le juge des référés	760
6.52. Désignation par le juge du fond.....	762
§ 4.– Jugement de désignation de l'expert.....	762
6.53. Saisine permanente.....	762
6.54. Autorité de chose jugée.....	763
6.55. Force exécutoire.....	763
6.56. Recours	764
§ 5.– Statut de l'expert judiciaire.....	764
6.57. Statut.....	764
6.58. Indépendance et impartialité	767
6.59. Collège d'experts.....	768
§ 6.– Récusation de l'expert.....	769
6.60. Principe.....	769

6.61.	Causes de récusation.....	769
6.62.	Procédure.....	770
§ 7.–	Mise en mouvement de l'expertise.....	771
6.63.	Mise en route automatique.....	771
6.64.	Réunion d'installation.....	771
§ 8.–	Déroulement de la procédure d'expertise – Règlement des incidents.....	772
6.65.	Caractère contradictoire de l'expertise.....	772
6.66.	Fixation des réunions – Rapports intermédiaires.....	773
6.67.	Tentative de conciliation.....	774
6.68.	Sapiteurs.....	774
6.69.	Audition de témoins.....	775
6.70.	Contrôle par le tribunal.....	775
6.71.	Remplacement de l'expert.....	776
6.72.	Intervention forcée en cours d'expertise.....	777
§ 9.–	Le rapport d'expertise – Irrégularités du rapport et sanctions.....	779
6.73.	L'avis provisoire.....	779
6.74.	Les conclusions – Avis définitif.....	780
6.75.	Causes de nullité du rapport.....	781
6.76.	Inopposabilité du rapport.....	782
6.77.	Écartement du rapport.....	783
6.78.	Audition de l'expert – Complément d'expertise.....	784
6.79.	Force probante du rapport de l'expert.....	784
§ 10.–	La rémunération de l'expert – La provision.....	786
6.80.	Principe de la consignation.....	786
6.81.	Libération de la provision.....	788
6.82.	Partie tenue de verser la provision.....	789
6.83.	Refus ou défaut de consignation.....	790
§ 11.–	La rémunération de l'expert – L'état de frais et honoraires final.....	792
6.84.	Établissement de l'état de frais et honoraires.....	792
6.85.	Taxation des honoraires en cas de silence des parties.....	792
6.86.	Taxation en cas de contestation.....	793
6.87.	Critères d'évaluation.....	794
6.88.	Partie tenue de supporter les honoraires.....	796
§ 12.–	Recours contre les décisions rendues en cours d'expertise.....	797
6.89.	Recours limités.....	797
Section 6 –	L'interrogatoire des parties.....	798
6.90.	Principe.....	798
6.91.	Procédure.....	799
6.92.	Utilisation de l'astreinte.....	799
6.93.	Recours.....	800
6.94.	Procès-verbal d'audition.....	800
Section 7 –	Le serment.....	801
6.95.	Rareté de l'utilisation du serment.....	801

Section 8 – La descente sur les lieux	801
6.96. Principe.....	801
6.97. Procédure.....	802
6.98. Recours.....	802
6.99. Vue des lieux avec un expert.....	802
Section 9 – Le constat d’adultère	803
§ 1.– Le constat d’adultère en général.....	803
6.100. Principe.....	803
6.101. Relations homosexuelles.....	803
6.102. Constat d’adultère et droits de l’homme.....	804
§ 2.– Règles particulières de l’article 1016 <i>bis</i>	804
6.103. Requête.....	804
6.104. Signification de l’ordonnance.....	805
6.105. Désignation de l’huissier.....	806
6.106. Rédaction du constat.....	807
6.107. Serrurier.....	807
6.108. Policier.....	807
6.109. Date et heure du constat.....	808
6.110. Déclarations des parties.....	808
6.111. La force probante du constat.....	809
6.112. Frais du constat.....	809
Section 10 – La réception des preuves en droit procédural européen	810
6.113. Règlement européen sur l’obtention des preuves.....	810
6.114. Nouveautés du règlement.....	811
6.115. Limites à l’application du règlement.....	812
Index alphabétique – Titre 6	815

TITRE 7 LES INCIDENTS RELATIFS AU PROCÈS

CHAPITRE I LES INCIDENTS RELATIFS AU PERSONNEL DU PROCÈS... 821

Hakim BOULARBAH

Section I – Récusation des magistrats	821
§ 1.– Notion et régime.....	821
7.1. Notion et distinction.....	821
7.2. Incident exceptionnel.....	822
7.3. Caractère facultatif.....	822
7.4. Déport volontaire.....	823

§ 2.– Causes de récusation.....	823
7.5. Liste limitative et d'interprétation stricte.....	823
7.6. Causes de récusation.....	824
7.7. Juges sociaux et consulaires.....	826
7.8. Ministère public.....	826
7.9. Greffier.....	826
§ 3.– Délai.....	827
7.10. Principe : avant le commencement des plaidoiries.....	827
7.11. Exception : cause survenue après le commencement des plaidoiries.....	827
7.12. Juge commis.....	828
§ 4.– Compétence.....	828
7.13. Juridiction directement supérieure.....	828
§ 5.– Procédure.....	828
7.14. Acte déposé au greffe.....	828
7.15. Mention de toutes les causes de récusation.....	829
7.16. Remise au magistrat récusé.....	829
7.17. Effet suspensif.....	829
7.18. Transmission au ministère public.....	830
7.19. Procédure contradictoire.....	830
7.20. Interdiction d'ajouter de nouveaux moyens de récusation.....	831
7.21. Preuve des causes de récusation.....	831
§ 6.– Décision sur la récusation.....	831
7.22. Notification et recours.....	831
7.23. Rejet de la récusation.....	831
7.24. Admission de la demande en récusation.....	832
7.25. Nouvelle demande en récusation.....	832
Section 2 – Le désaveu du mandataire <i>ad litem</i>.....	832
§ 1.– Notion et régime.....	832
7.26. Notion et objet.....	832
7.27. Siège de la matière.....	833
§ 2.– Conditions de recevabilité.....	833
7.28. Actes de procédure.....	833
7.29. Demandeur.....	834
7.30. Mise à la cause du mandataire.....	834
7.31. Absence de ratification.....	834
§ 3.– Procédure.....	834
7.32. Désaveu incident.....	834
7.33. Voies de recours.....	835
7.34. Requête civile.....	835
7.35. Cause non communicable.....	835
§ 4.– Conséquences du désaveu.....	835
7.36. Retrait de l'acte litigieux et des actes et décisions qui en sont la conséquence.....	835
7.37. Dommages et intérêts.....	836

CHAPITRE 2

LES INCIDENTS DE L'INSTANCE..... 837

Hakim BOULARBAH et Vanessa GRELLA

Section 1 – Incidents relatifs à la suspension de l'instance.....	837
§ 1.– Généralités	837
7.38. Suspension de l'instance : principes généraux.....	837
§ 2.– Suspension volontaire.....	837
7.39. Suspension volontaire : principes.....	837
§ 3.– Suspension légale.....	838
7.40. Suspension légale : principe.....	838
7.41. Les fins de non-procéder	838
7.42. La règle « le criminel tient le civil en l'état ».....	838
7.43. Le renvoi préjudiciel.....	842
7.44. Autres causes de surséance liées au règlement d'un incident.....	843
§ 4.– Suspension judiciaire	844
7.45. Suspension judiciaire : principes généraux.....	844
7.46. Omission périodique des causes dont les débats n'ont plus été poursuivis depuis plus de trois ans	844
7.47. Omission du rôle des affaires présentant un retard anormal.....	845
7.48. Effet de l'omission d'une cause	845
 Section 2 – Incidents relatifs à l'extinction de l'instance	 846
§ 1.– Le désistement.....	846
A. <i>Notions générales et distinctions</i>	846
7.49. Notion	846
7.50. Désistement d'un acte de procédure.....	846
7.51. Désistement d'instance.....	846
7.52. Désistement d'action.....	846
7.53. Autres formes de renonciations.....	846
B. <i>Le désistement d'action</i>	847
7.54. Conditions	847
1. Matières à propos desquelles le désistement d'action est admis.....	847
7.55. Matières à propos desquelles le désistement d'action est admis	847
7.56. Effets du désistement d'action	848
7.57. Désistement d'action en degré d'appel.....	848
C. <i>Désistement d'instance</i>	848
1. Objet.....	848
7.58. Utilité.....	848
2. Conditions	849
7.59. Acte unilatéral ou bilatéral.....	849
7.60. Rôle et effets de l'acceptation.....	849
7.61. Refus non justifié	850
7.62. Compétence pour régler les incidents.....	850

3. Matières à propos desquelles le désistement d'instance.....	850
7.63. En toutes matières.....	850
7.64. Exception : désistement d'un recours.....	850
4. Effets du désistement d'instance.....	851
7.65. Remise des choses dans leur pristin état.....	851
7.66. Interdiction de statuer sur le fond.....	851
7.67. Sort de la demande reconventionnelle.....	851
7.68. Sort de l'appel incident.....	852
7.69. Droit d'intenter une nouvelle instance.....	852
D. <i>Désistement d'un acte de procédure</i>	852
7.70. Notion et effets.....	852
E. <i>Formes</i>	852
7.71. Principe.....	852
1. Désistement tacite.....	853
7.72. Caractère certain.....	853
7.73. Illustrations négatives.....	853
7.74. Illustrations positives.....	853
2. Désistement exprès.....	854
7.75. Mandat spécial.....	854
7.76. Exception en l'absence de contestation.....	854
3. Signification à la partie adverse.....	854
7.77. Exigence et formes.....	854
4. Acceptation du désistement.....	855
7.78. Formes identiques à celles du désistement.....	855
5. Désistement du pourvoi en cassation.....	855
7.79. Pas d'acceptation ou de signification requise.....	855
F. <i>Dépens</i>	855
7.80. Principe.....	855
7.81. Forme.....	856
§ 2.– La prescription du lien d'instance.....	856
7.82. Principe.....	856
7.83. Controverse.....	856
7.84. Position actuelle de la Cour de cassation et de la Cour constitutionnelle : rejet de la théorie.....	857
§ 3.– La radiation du rôle.....	858
7.85. La radiation : principe.....	858
7.86. La radiation : effets.....	858
Section 3 – L'interruption et la reprise d'instance	859
§ 1.– L'interruption de l'instance.....	859
7.87. Les causes et les conditions de l'interruption de l'instance.....	859
7.88. Le décès d'une partie.....	861
7.89. Le changement d'état d'une partie.....	862
7.90. Modification de la qualité en laquelle la partie a agi.....	863
7.91. Effets de l'interruption de l'instance.....	866

§ 2.– La reprise d'instance.....	866
7.92. La reprise d'instance est divisible.....	866
7.93. La reprise d'instance volontaire.....	867
7.94. La reprise d'instance forcée.....	868
7.95. Effets de la reprise d'instance.....	869
 Index alphabétique – Titre 7	 871

TITRE 8 LE JUGEMENT

Georges DE LEVAL et Hakim BOULARBAH

CHAPITRE I GÉNÉRALITÉS, CLÔTURE DES DÉBATS ET DÉLIBÉRÉ..... 875

Section 1 – Généralités.....	875
8.1. Définition et critères du jugement.....	875
8.2. Syllogisme et pondération des intérêts.....	876
 Section 2 – Clôture des débats et délibéré.....	 877
8.3. La clôture des débats – Principes.....	877
8.4. L'avis du ministère public – Les causes communicables.....	877
8.5. Avis facultatif et, parfois obligatoire.....	878
8.6. Avis et réplique des parties	879
8.7. Sanction du défaut d'avis du ministère public.....	882
8.8. La réouverture des débats – Notion et champ d'application.....	882
8.9. La procédure de réouverture des débats	886
8.10. Les limites dans lesquelles les parties peuvent tracer leurs conclusions après réouverture des débats.....	887
8.11. Le caractère contradictoire de la décision rendue après réouverture des débats.....	889
8.12. Le délibéré – Délais pour statuer	889
8.13. Sanction du non-respect injustifié du délai pour statuer	891

CHAPITRE 2 LE JUGEMENT : CONTENU, CLASSIFICATION ET COMMUNICATION..... 893

Section 1 – Le contenu du jugement.....	893
8.14. Le support écrit.....	893
8.15. Les éléments constitutifs du jugement.....	894
8.16. La motivation	896
8.17. Vers l'allègement de la charge de la motivation en préservant la qualité de la décision : la motivation positive ?	900

8.18.	Le dispositif.....	902
8.19.	L'amende pour procédure manifestement dilatoire ou abusive	904
8.20.	Signature et prononciation du jugement	906
8.21.	La prononciation du jugement en audience publique.....	909

Section 2 – Les types de jugement..... 910

8.22.	Généralités	910
8.23.	La qualification du jugement en fonction de son auteur	910
8.24.	La qualification de jugement en fonction de son contenu	910
8.25.	La qualification du jugement en fonction de la procédure suivie.....	911
8.26.	La qualification du jugement en fonction de l'intensité de ses effets	912

Section 3 – La communication officielle du jugement et sa portée informative 912

8.27.	Généralités	912
8.28.	La signification du jugement.....	913
8.29.	La notification du jugement	915
8.30.	Les effets de la signification et de la notification.....	917
8.31.	Portée informative de la signification ou de la notification	919

**CHAPITRE 3
LE DESSAISSEMENT** 923

Section 1 – Le dessaisissement au sens strict..... 923

8.32.	Une règle d'ordre public	923
8.33.	La réserve « des recours prévus par la loi » et les « exceptions prévues par le présent Code »	925

Section 2 – Le dessaisissement au sens large 926

8.34.	Notion	926
-------	--------------	-----

§ 1.– Délais de grâce – Astreinte 926

8.35.	Les délais de grâce	926
8.36.	L'astreinte sollicitée après le dessaisissement.....	929

§ 2.– Interprétation et rectification de la décision et réparation de l'omission d'un chef de demande 929

8.37.	Généralités : interpréter – rectifier – réparer.....	929
8.38.	L'interprétation par l'auteur de la décision.....	931
8.39.	La rectification par l'auteur de la décision	932
8.40.	La réparation par l'auteur de la décision	935
8.41.	Règles de procédure communes à l'interprétation, à la rectification et à la réparation par l'auteur de la décision ou la juridiction de recours.....	937
8.42.	Les prérogatives du juge des saisies en matière d'interprétation et de rectification d'erreurs ou d'omissions matérielles	940

CHAPITRE 4

LA FORCE PROBANTE DU JUGEMENT 945

- 8.43. Le support écrit (*instrumentum*) est un acte authentique 945
 8.44. Le parallèle avec l'acte notarié 946

CHAPITRE 5

LES EFFETS SUBSTANTIELS ATTACHÉS À LA DÉCISION PROPREMENT DITE (*NEGOTIUM*) 947

- 8.45. Efficacité substantielle et efficacité procédurale 947

Section 1 – Effet obligatoire à l'égard des parties 948

- 8.46. L'effet déclaratif ou constitutif du jugement 948
 8.47. Les deux aspects de l'efficacité substantielle : concrétisation du droit
subjectif et *actio iudicati* (intervention de la prescription) 948

Section 2 – L'opposabilité du jugement à l'égard des tiers 950

- 8.48. Les principes 950
 8.49. Le régime de la preuve en cas de tierce opposition 952
 8.50. L'opposabilité ne fait pas naître des obligations à charge des tiers 954

CHAPITRE 6

L'AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE 957

- 8.51. Notion 957
 8.52. L'exception de chose jugée ne peut être soulevée d'office par le juge 958
 8.53. Décisions auxquelles s'attache l'autorité de la chose jugée 960
 8.54. La gradation de la chose jugée 966
 8.55. Les conditions de l'autorité de la chose jugée : la triple identité 968
 8.56. La relativité de la chose jugée 974
 8.57. Le double effet de la chose jugée 978

CHAPITRE 7

L'ACCORD JUDICIAIRE 985

- 8.58. Généralités 985

Section 1 – Procès-verbal de conciliation versus jugement d'accord 985

- 8.59. La conciliation en principe facultative 985
 8.60. Le régime de l'accord exécutoire 988
 8.61. L'accord préexistant à la tentative de conciliation peut-il être revêtu,
par le juge conciliateur, de la force exécutoire ? 991

Section 2 – Le jugement d'accord et homologation 992

- 8.62. Le jugement d'accord ou d'expédient 992
 8.63. L'homologation judiciaire 994

CHAPITRE 8
LA FORCE EXÉCUTOIRE..... 997

Index alphabétique – Titre 8 999

Index général des volumes 1, 2 et 3 1039